

TENDANCES INTERNATIONALES

L'économie mondiale resterait résiliente en 2024 mais la croissance, inégale entre les zones économiques, serait contenue dans le prolongement du ralentissement observé en 2023

2023 : franc ralentissement en Europe, croissance plus faible qu'anticipée en Chine ... mais dynamique aux États-Unis

En 2023, au sein des pays avancés, le décalage conjoncturel entre les États-Unis et les économies européennes s'est clairement confirmé.

Outre-Atlantique, en dépit du resserrement monétaire opéré par la FED depuis le début de l'année 2022 (taux directeur passé de 1% au printemps 2022 à 5,5% aujourd'hui), la croissance est demeurée robuste en 2023 (+2,5%) en raison particulièrement d'un marché de l'emploi dynamique, d'une consommation des ménages très soutenue (le taux d'épargne des ménages américains s'élevait à 4% au 3^{ème} trimestre 2023 contre près de 18% en France en comparaison) et des bénéfiques des puissants soutiens publics (Inflation Reduction Act) sur l'activité. Seul l'investissement résidentiel a, à l'inverse, fortement pâti de la poursuite du resserrement monétaire.

De l'autre côté de l'Atlantique, la dynamique a été tout autre, la **zone euro** ayant en effet enchaîné 4 trimestres de croissance quasi nulle. En 2023, l'activité a ainsi franchement ralenti à +0,4% après +3,4% en 2022. Les dynamiques de rattrapage post crise sanitaire ont semblé s'épuiser tandis que les effets de la guerre en Ukraine sur l'énergie consommée sur le vieux continent, la poursuite de l'inflation hors énergie et le resserrement monétaire consécutif (taux directeur BCE : de 0% au printemps 2022 à 4,25% fin 2023 - avant une première baisse à 4% mi-2024) ont fortement contraint l'investissement des particuliers et, en fin d'année, celui des entreprises.

Au sein des principales économies de la zone euro, les dynamiques de l'activité ont toutefois observé des trajectoires inégales. Si la croissance est restée robuste en Espagne, elle a été plutôt contenue en France et en Italie juste en dessous de +1% tandis que le moteur allemand s'est pour sa part affiché à l'arrêt (faiblesse de la consommation publique et des ménages, contraction progressive de l'investissement et du canal des échanges extérieurs).

Ailleurs dans le monde, l'activité en **Chine** s'est accélérée en 2023 comparée à 2022 (pour rappel, les restrictions sanitaires contre le COVID n'y ont été levées que fin 2022), cependant son rythme est demeuré inférieur à sa tendance pré-pandémie. Le redémarrage s'est avéré plus saccadé qu'anticipé dans un contexte où plusieurs facteurs ont continué de susciter des inquiétudes : crise immobilière, tensions commerciales, fragilités du secteur financier, consommation des ménages atone.

Dans ce contexte conjoncturel mondial résilient, mais globalement moins dynamique, les **échanges mondiaux** de marchandises en valeur ont continué de s'éroder en 2023 (-4,6% par rapport à 2022).

Du côté des **matières premières** enfin, après un reflux des cours mondiaux des énergies et des autres matières premières en général de mi-2022 à mi-2023, les prix sont repartis à la hausse ces derniers mois comme l'illustre l'indice d'ensemble ci-contre. Si le cours du pétrole est globalement stable autour de 80\$ le baril de Brent depuis un an, le déclenchement du conflit entre Israël et le Hamas à l'automne 2023 a, à l'inverse, poussé les prix du gaz à la hausse. Par ailleurs, les prix des matières premières alimentaires restent fortement soumis aux aléas climatiques : c'est notamment le cas du sucre, du cacao ou encore de l'huile d'olive. Par contre, les cours des produits qui avaient été affectés par le déclenchement de l'invasion russe (blé, maïs, tournesol, ...) ont reflué. En synthèse, pour la plupart des matières premières, y compris certains métaux dont la demande reste forte en lien avec la transition énergétique, les niveaux de prix s'affichent aujourd'hui nettement au-dessus de ceux qui prévalaient en 2019.

Croissance du PIB et prévisions (en %)

(source : FMI - avril 2024)

	2021	2022	2023(e)	2024(p)
ZONE EURO	+5,9	+3,4	+0,4	+0,8
France	+6,3	+2,5	+0,9	+0,7
Allemagne	+3,2	+1,8	-0,3	+0,2
Italie	+8,3	+4,0	+0,9	+0,7
Espagne	+6,4	+5,8	+2,5	+1,9
Royaume-Uni	+8,7	+4,3	+0,1	+0,5
États-Unis	+5,8	+1,9	+2,5	+2,7
Japon	+2,6	+1,0	+1,9	+0,9
ÉCONOMIES AVANÇÉES	+5,7	+2,6	+1,6	+1,7
Chine	+8,5	+3,0	+5,2	+4,6
Inde	+9,7	+7,0	+7,8	+6,8
Brésil	+4,8	+3,0	+2,9	+2,2
Russie	+6,0	-1,2	+3,6	+3,2
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+7,0	+4,1	+4,3	+4,2
MONDE	+6,5	+3,5	+3,2	+3,2

(e)=estimations - (p)= projections

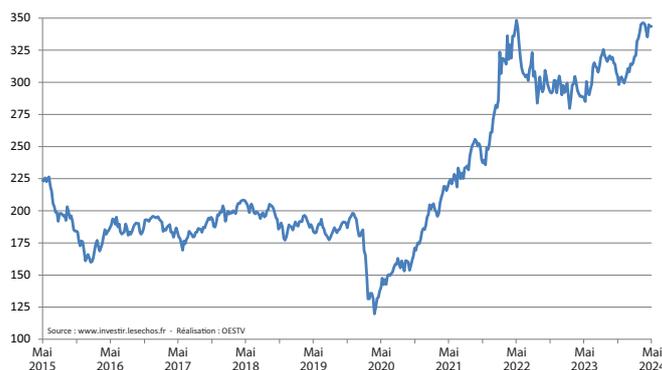
Exportations mondiales de marchandises

(valeur trimestrielle en milliards de \$ et évolution annuelle n/n-1 en %)



Indice d'ensemble des matières premières

(FTSE - CoreCommodity CRB Index - donnée hebdomadaire au 29 mai 2024)



En 2024, l'économie mondiale resterait résiliente dans cette période de désinflation ... mais le rythme de reprise de l'activité sera lent

Malgré une petite amélioration perçue dans les enquêtes de conjoncture au début de l'année 2024 en **zone euro**, le climat des affaires est depuis demeuré en définitive relativement stable et la dynamique de l'activité encore modérée. La reprise serait ainsi progressive et à partir de niveaux très bas en zone euro en 2024 avec toutefois la persistance de disparités entre ses 4 grandes économies qui se réduiraient néanmoins au fil des trimestres.

En prévision, la croissance dans la zone euro offrirait ainsi une faible performance à +0,8% cette année. Elle serait encore minimale en Allemagne en raison d'un 1^{er} trimestre dégradé, tout juste moyenne en France et en Italie mais toujours plus solide en Espagne.

Après avoir culminé autour de 10% fin 2022, l'inflation a reflué de manière quasi continue en zone euro jusqu'en avril 2024 date à laquelle elle s'est établie à 2,4% sur un an. Le retrait par les pouvoirs publics en début d'année des mesures de modération des prix, en particulier sur l'énergie, pourrait toutefois limiter le recul supplémentaire de l'inflation dans les mois à venir (d'ailleurs, en mai, l'inflation en zone euro est remontée à 2,6% s'éloignant ainsi de l'objectif de 2%). Notons par ailleurs que si les prix de l'énergie se sont fortement repliés depuis maintenant plusieurs trimestres, l'inflation dans les services persiste.

Enfin, et malgré un contexte conjoncturel toujours peu dynamique, le marché de l'emploi et du travail en zone euro apparaît pour l'instant très résilient.

En avril 2024, le taux de chômage y était ainsi le plus faible jamais observé à 6,4% de la population active. Cela confirme, d'une part, que bien que l'activité soit faible, elle n'est toutefois pas fortement dégradée et, illustre, d'autre part, les effets, plus structurels, d'une population active vieillissante pour laquelle les besoins de renouvellement sont importants.

En 2023, l'emploi total en zone euro (privé + public) a continué de progresser malgré une croissance anémique : +1,76 million d'emplois, soit +1,1% comparé à fin 2022. À fin 2023, la zone euro comptait 155,4 millions d'emplois. Dans le détail, les créations de postes ont été plutôt mesurées en Allemagne (+157 000 postes, soit +0,4%) et en France (+108 000 postes, soit +0,4%), mais extrêmement dynamiques en Espagne (+732 000 postes, soit +3,6%) et soutenues en Italie (+447 000 postes, soit +2,0%).

Après être entré en récession fin 2023 (deux trimestres consécutifs de recul de la croissance), le **Royaume-Uni** profiterait d'une situation un peu plus favorable en 2024 en raison de la poursuite du reflux de l'inflation (2,3% sur un an en mai) qui, combiné à la hausse des salaires (+5,8% en glissement annuel fin 2023), soutiendrait le pouvoir d'achat et la consommation des ménages.

Par contre, côté investissement des ménages, la dégradation se prolongerait compte tenu du niveau élevé des taux d'emprunt (le taux directeur de la BoE s'élève à 5,25% depuis l'été 2023).

Les immobilisations des entreprises continueraient, pour leur part, d'être soutenues par les mesures mises en place par le gouvernement depuis plus d'un an (déduction des bénéfices imposables du coût total des investissements réalisés au cours de l'année).

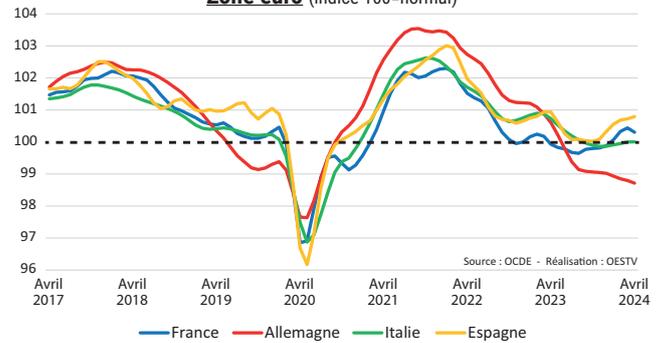
En prévision sur 2024, la croissance resterait toutefois relativement faible outre-Manche à +0,5% selon le FMI.

Aux **États-Unis**, l'année 2024 serait marquée par une activité toujours soutenue et portée par les mêmes moteurs qu'en 2023. Les créations d'emplois resteraient solides et les salaires dynamiques alimentant ainsi le pouvoir d'achat et la consommation des ménages. Revers de cette dynamique des salaires, l'inflation (+2,7% en mai sur un an) pourrait toutefois peiner à refluer en 2024 et donc peu à peu peser sur la demande des ménages.

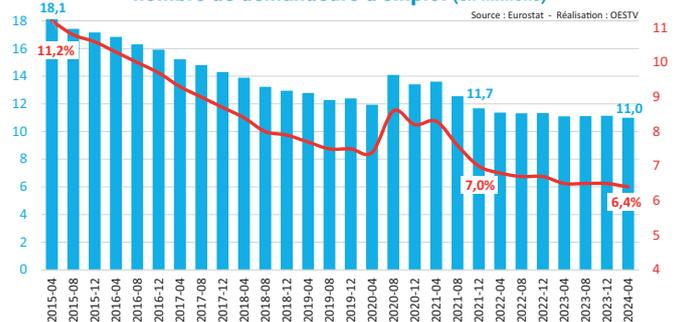
Du côté de la consommation et de l'investissement publics la progression resterait vigoureuse cette année (... ce soutien public massif étant toutefois incompatible avec une viabilité des finances publiques à long terme). Enfin, comme en 2023, seul l'investissement résidentiel freinerait la demande intérieure.

En prévision, la croissance du PIB aux États-Unis en 2024 s'établirait ainsi à un niveau proche de celui enregistré en 2023.

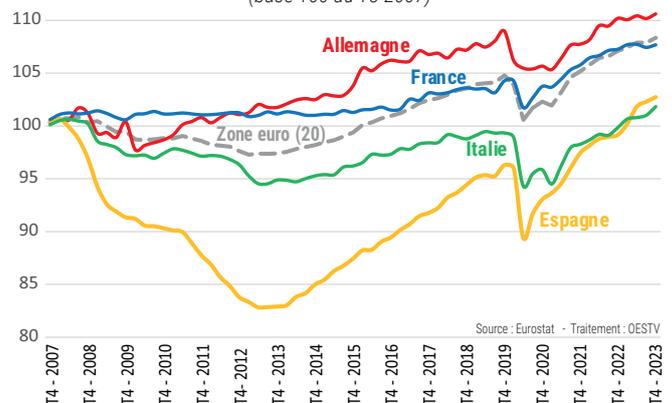
Indice de confiance des entreprises
Zone euro (indice 100=normal)



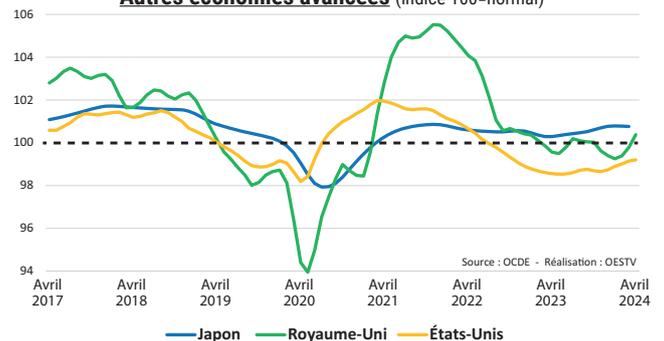
Zone euro (20) - Taux de chômage (en %) et nombre de demandeurs d'emploi (en millions)



Emploi total en zone euro
(base 100 au T3 2007)



Indice de confiance des entreprises
Autres économies avancées (indice 100=normal)



Parmi les grandes économies émergentes, la **Chine** continuera de pâtir en 2024 de la crise de son secteur immobilier ; crise qui nécessitera du temps pour se résoudre et qui pourrait aussi faire peser un risque de crise financière.

Le reste de la demande intérieure (consommation des ménages et investissement) devrait y rester également léthargique. Cette atonie persistante de la consommation a même fait basculer le pays dans un cycle déflationniste entre juillet 2023 et janvier 2024. Depuis février 2024, les prix à la consommation sont néanmoins timidement repartis à la hausse (+0,3% sur un an en avril).

Cette contraction de la demande intérieure pourrait provoquer une hausse des excédents extérieurs (canal des exportations) et exacerber ainsi les tensions commerciales dans un contexte géopolitique déjà tendu.

Ces divers défis imposés à l'économie chinoise se traduiraient par une croissance du PIB de 4,6% en 2024 selon le FMI, en retrait comparé à 2023 ... et a fortiori comparé à la moyenne de la décennie 2009-2019 (proche de 8%).

En 2024, comme depuis plusieurs années déjà, **l'économie indienne** est celle qui connaîtra la croissance la plus rapide parmi toutes les grandes économies du monde. La 5^{ème} économie mondiale et future 3^{ème} (le PIB y atteindrait selon certains le seuil symbolique des 10 000 milliards de dollars d'ici 5 ans) poursuit, à grande vitesse, sa transformation profonde entamée depuis 2014, date de l'arrivée au pouvoir du premier ministre Modi.

Les investissements massifs consentis dans tous les secteurs de l'économie (industries, pharmacie, agro-chimie, technologies du numérique et de l'informatique, infrastructures physiques et digitales, santé, éducation, agriculture, ...) continuent d'alimenter la croissance, tandis que les fruits de ces mutations ont permis aux revenus des ménages indiens de converger rapidement vers les niveaux observés dans d'autres économies de marché émergents et de structurer ainsi un marché et une consommation intérieurs croissants.

Pour autant, le secteur agricole, lui aussi en profonde transformation, emploie encore aujourd'hui 46% des indiens et doit de plus en plus fréquemment faire face aux effets du dérèglement climatique sur les cultures et les récoltes.

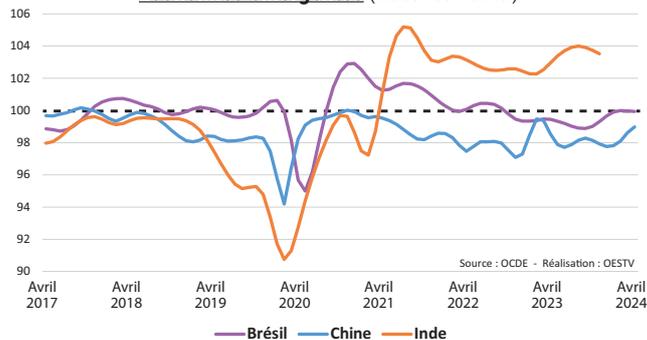
Ancrée dans une philosophie de multipolarité et d'autosuffisance, l'Inde continuerait sa marche en avant en 2024 avec une prévision de croissance de son PIB autour de 7%.

Au-delà de ces tendances conjoncturelles, la question d'un avenir climato-résilient et vert est évidemment centrale ... et les émissions de CO2 continuent encore d'augmenter dans le monde. D'énormes investissements sont indispensables et il faudrait faire beaucoup plus vite.

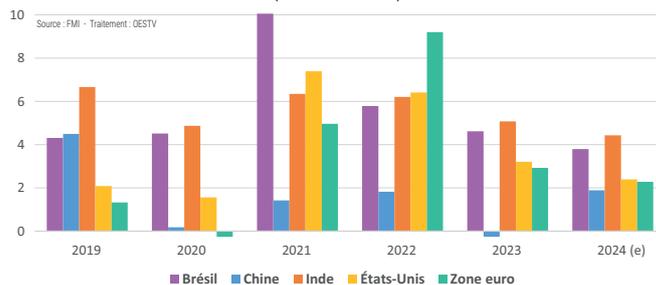
Si le rythme d'accroissement de l'investissement vert est plutôt bon dans les pays avancés et en Chine, il est par contre nettement moins dynamique dans nombre d'autres pays émergents et en développement. Ces derniers ont et auront besoin de transferts technologiques de la part des pays avancés et de la Chine et de financements importants.

Sur ces points, seul les cadres du multilatéralisme et de la coopération seront vecteurs de progrès rapides ...

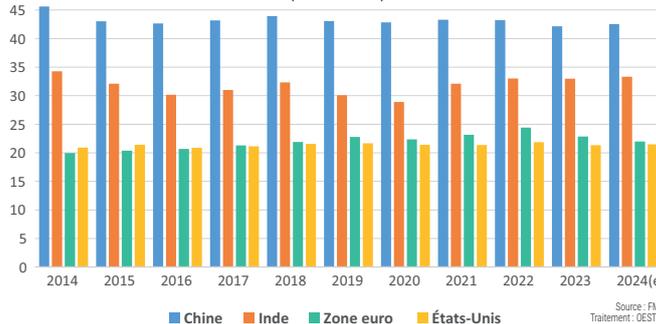
Indice de confiance des entreprises
Économies émergentes (indice 100=normal)



Inflation sur un an en fin d'année
(en % d'évolution)



Poids des investissements dans le PIB
(en % du PIB)



MORAL DES MÉNAGES

Stable depuis plusieurs mois ... et toujours nettement dégradée

En mai 2024, la confiance des ménages est restée stable : l'indicateur qui la synthétise s'établit à 90, soit nettement au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

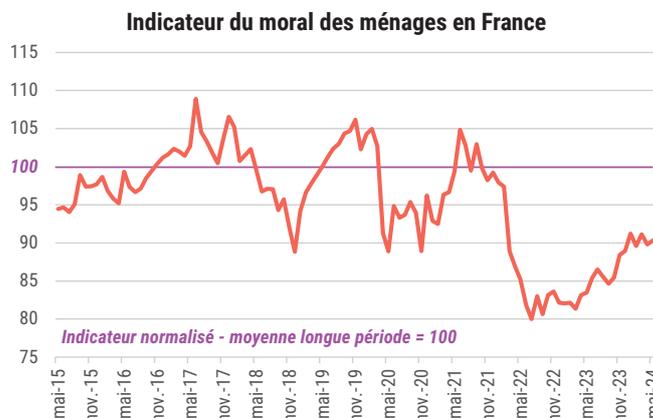
L'opinion des ménages relative à leur situation financière future continue de diminuer (-2 points), tandis que celle relative à leur situation financière passée gagne 1 point mais reste au-dessous de sa moyenne de longue période.

La part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente de nouveau : le solde d'opinion correspondant gagne 4 points (après +5 points en avril) et demeure bien au-dessus de sa moyenne.

L'opinion des ménages sur le niveau de vie en France, passé et futur, s'améliore légèrement mais les soldes correspondant restent eux aussi bien en dessous de leur moyenne de long terme.

Enfin, les craintes concernant le chômage augmentent fortement en mai (+5 points), toutefois le solde correspondant s'établit toujours en deçà de sa moyenne de longue période.

Source : Insee



POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES

Toujours en hausse au 1^{er} trimestre 2024

Le revenu disponible brut⁽¹⁾ des ménages est resté dynamique au 1^{er} trimestre 2024 : il augmente de +1,2% après +1,3% au trimestre précédent, tiré par les prestations sociales (+2,5% après +1,3%) en lien avec la revalorisation des retraites de base au 1^{er} janvier. En revanche, la masse salariale reçue par les ménages a ralenti (+0,5% après +1,2% au trimestre précédent).

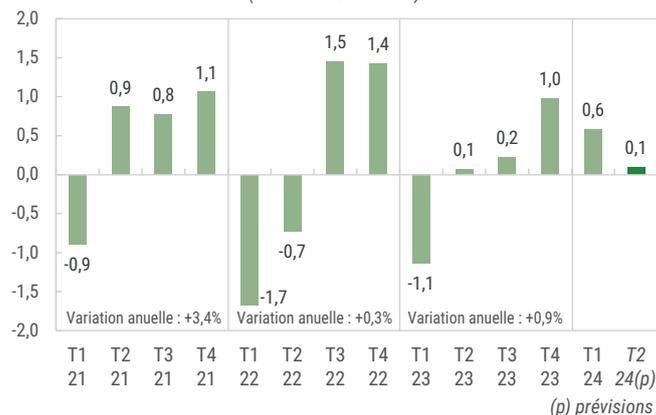
Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation des ménages⁽²⁾ augmente de +0,6% sur ce 1^{er} trimestre après +0,3% trois mois plus tôt.

En conséquence, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut⁽³⁾ progresse de nouveau, mais moins fortement, au 1^{er} trimestre 2024 de +0,6% après +1,0% au 4^{ème} trimestre 2023.

En prévision sur le 2^{ème} trimestre 2024, le pouvoir d'achat du RDB devrait rester stable à +0,1% (+0,8% pour le revenu disponible brut et +0,7% pour les prix de la consommation des ménages).

Source : Insee

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



⁽¹⁾ le revenu disponible brut (RDB) est le revenu qui reste à la disposition des ménages une fois déduits les prélèvements sociaux et les impôts.

⁽²⁾ diffère quelque peu de l'indice des prix à la consommation (IPC / inflation), avec un champ plus large.

⁽³⁾ le pouvoir d'achat du revenu disponible brut est le rapport du revenu disponible brut au prix de la dépense de consommation des ménages [(3)=(1)/(2)].

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Globalement stable sur le début d'année 2024

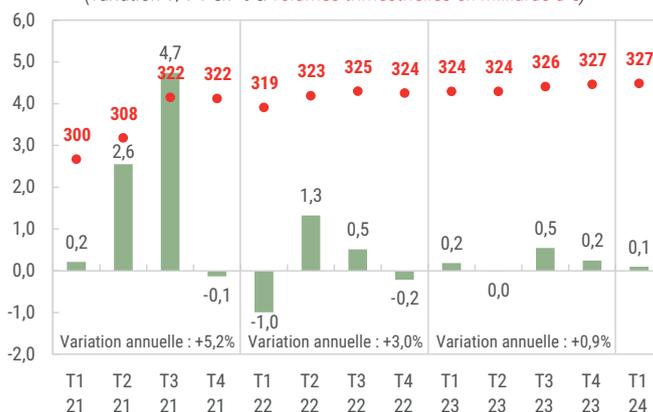
Au 1^{er} trimestre 2024, la dépense totale de consommation des ménages s'est maintenue à +0,1% après +0,2% au trimestre précédent.

La consommation des ménages en biens manufacturés (117,8 milliards d'euros au 1^{er} trimestre 2024, soit 36% du total des dépenses des ménages) est restée stable sur ce début d'année à 0% (après -0,2% au trimestre précédent). Dans le détail, la consommation alimentaire s'est maintenue au 1^{er} trimestre 2024 à +0,1% (après 2 ans de repli : -3,7% en 2023 et -2,8% en 2022) tandis que celle en biens d'équipement a rebondi à +2,2% (après -0,3% au trimestre précédent). À l'inverse, la consommation de matériels de transport a fortement reculé sur ce 1^{er} trimestre 2024 à -3,4% (après +2,8% au trimestre précédent), notamment celle de voitures neuves (entrée en vigueur début 2024 de critères plus restrictifs sur l'attribution du «bonus écologique» pour l'achat d'un véhicule électrique).

La consommation de services (192,4 Mds d'€ soit 59% du total des dépenses de consommation des ménages) a, pour sa part, progressé de nouveau de +0,4%, après +0,6% au trimestre précédent.

Source : Insee

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & volumes trimestriels en milliards d'€)



* en biens et services

INVESTISSEMENTS DES MÉNAGES

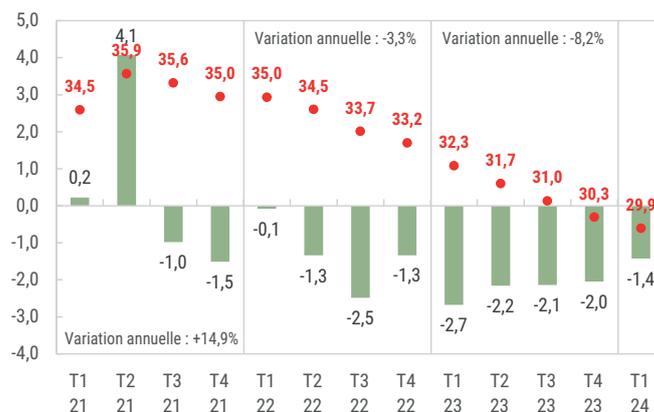
Nouvelle érosion au 1^{er} trimestre 2024 ...

Source : Insee

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) a poursuivi son repli sur le 1^{er} trimestre 2024 de -1,4% après -8,2% sur l'ensemble de l'année 2023 et -3,3% sur 2022.

Cette baisse survient dans un contexte d'accès au crédit encore contraint : le secteur de la construction continuerait d'être un peu soutenu par l'entretien-amélioration, mais cela ne suffirait pas à compenser la baisse d'activité concernant le logement neuf.

Évolution trimestrielle des investissements des ménages*
(variation T/T-1 en % & volumes trimestriels en milliards d'€)



TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES

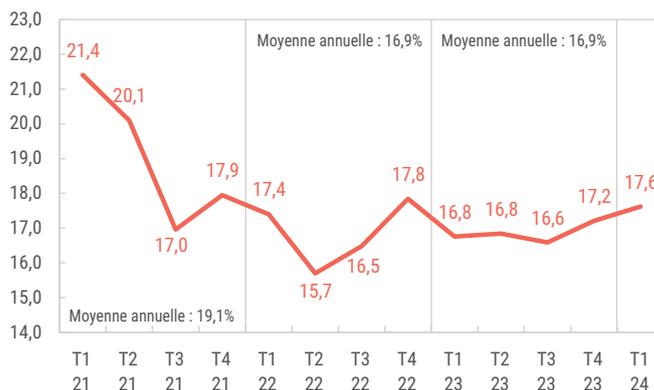
Prolongement de la tendance observée depuis mi-2023 : la prudence prévaut

Source : Insee

Le taux d'épargne des ménages augmente de nouveau au 1^{er} trimestre 2024 : il s'établit ainsi à 17,6% de leur revenu disponible brut, après 17,2% au trimestre précédent (16,9% en moyenne sur l'année 2023).

Le taux d'épargne des ménages demeure donc à un niveau élevé, entre 2 et 3 points supérieurs à celui de fin 2019 (15,0%). L'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner se situe toujours à des niveaux historiquement élevés. La tendance sur les deux derniers trimestres confirme une prudence des ménages tant dans leur consommation que dans leurs investissements.

Taux d'épargne des ménages



TAUX DE MARGE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES (SNF)

Repli du taux de marge au 1^{er} trimestre 2024

Source : Insee

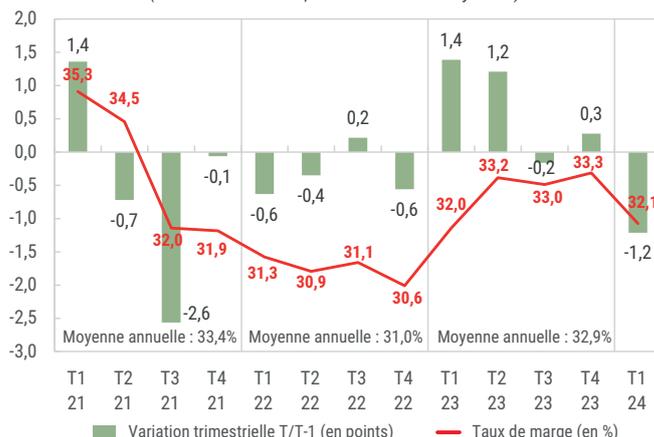
Au 1^{er} trimestre 2024, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a nettement reculé de 1,2 point : il s'établit désormais à 32,1% contre 33,3% au trimestre précédent.

Ce repli concerne principalement les branches manufacturières alors que dans le secteur de l'industrie l'énergie, le taux de marge est stable et reste élevé.

Ce recul du taux de marge s'explique notamment par le repli de subventions aux entreprises, en particulier les subventions du dispositif d'aide au paiement des factures d'énergie.

À 32,1%, le taux de marge des sociétés non financières demeure néanmoins nettement au-dessus de sa valeur moyenne d'avant crise sanitaire (30,1% en 2018*).

Taux de marge des sociétés non financières
(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



* l'année 2018 peut être considérée comme une année de référence convenable pour le taux de marge. En effet, celui-ci a connu des évolutions heurtées de 2019 à 2021 : CICE, réduction des cotisations sociales puis crise sanitaire.

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES*

Dans le sillage de la fin d'année 2023 ... en raison des baisses des immobilisations dans les produits manufacturés et la construction

*entreprises non financières (ENF)

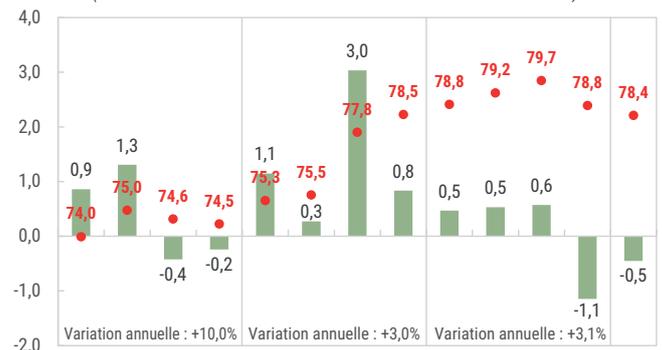
Source : Insee

Au 1^{er} trimestre 2024, l'investissement des entreprises non financières s'est de nouveau replié de -0,5% comparé au trimestre précédent après -1,1% au 4^{ème} trimestre 2023.

L'investissement des ENF se contracte dans les produits manufacturés (26,9 milliards d'euros sur la période considérée, soit 34% de l'investissement total) de -1,4% après -1,6% au trimestre précédent. Il recule également dans la construction (19,9 Mds d'€, soit 25% du total) de -1,2% après -1,3% en fin d'année 2023.

À l'inverse, l'investissement progresse dans les services marchands (31,5 Mds d'€, soit 40% du total) de +1,0% après -0,6% au trimestre précédent.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises* (variation T/T-1 en % & volumes trimestriels en milliards d'€)



*entreprises non financières (ENF)

CLIMAT DES AFFAIRES

Stable sur les derniers mois juste au-dessous de sa moyenne longue période

Source : Insee

En mai 2024, le climat des affaires en France est stable par rapport à avril. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands, se situe à 99 et reste donc juste au-dessous de sa moyenne de longue période (100).

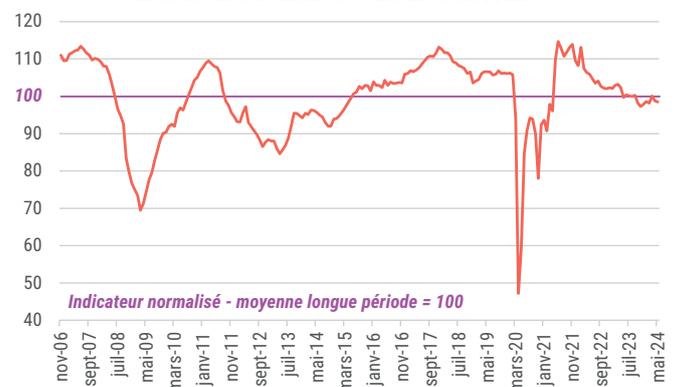
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en mai 2024, le climat des affaires dans l'industrie se replie de nouveau en raison principalement de la dégradation des soldes d'opinion concernant l'évolution de la production, passée et prévue. L'indicateur qui le synthétise a perdu 1 point pour s'établir à 99.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires est stable en mai : l'indicateur qui le synthétise se situe à 101 juste au-dessus de sa moyenne de longue période. Le solde d'opinion sur l'activité prévue rebondit un peu tandis que les soldes sur les effectifs et l'activité passée diminuent.

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires se détériore plus nettement en mai : l'indicateur perd 3 points pour s'établir à 99. Cette baisse résulte principalement de la diminution des soldes d'opinion relatifs aux intentions de commandes, à l'évolution prévue des effectifs et aux ventes passées.

- **Services marchands** : D'après les chefs d'entreprise interrogés en mai, le climat des affaires s'éclaircit légèrement : l'indicateur qui le synthétise gagne 1 point à 101. Les soldes d'opinion concernant l'ac-

Indicateur du climat des affaires en France



tivité passée et prévue rebondissent et repassent au-dessus de leur moyenne. Cependant, concernant les prix de vente, les soldes d'opinion relatifs à leur évolution récente et à venir diminuent et se rapprochent de leur moyenne longue période. Les chefs d'entreprise anticipent donc une modération de l'inflation dans le secteur pour la période à venir.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le déficit de notre solde commercial continue de se réduire au 1^{er} trimestre 2024

Source : Douanes

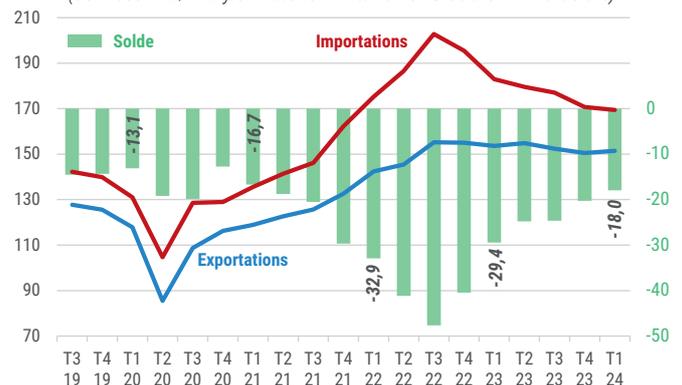
Au 1^{er} trimestre 2024, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) se réduit de nouveau comparé au trimestre précédent (-11,3%) pour s'établir à 18,0 milliards d'euros et diminue ainsi pour le 6^{ème} trimestre consécutif depuis le creux du 3^{ème} trimestre 2022 (-47,6 Mds d'euros).

Les exportations (à 151,5 Mds€) ont rebondi de +0,6% au 1^{er} trimestre 2024 après -1,2% au trimestre précédent, portées par les produits agricoles (+9,3% au 1^{er} trimestre 2024, après -1,7% en fin d'année passée), les produits de l'industrie agroalimentaires (+1,9% après -1,1%) et les autres produits industriels* (+3,9% après -0,3%) dont notamment les produits chimiques (+6,7% après -5,2%).

Dans le même temps, nos importations (169,4 Mds€) se sont de nouveau repliées de -0,8% après -3,5% au 4^{ème} trimestre 2023 ; aussi bien celles d'hydrocarbures (-8,3% après -17,2%) que celles de produits manufacturés (-0,5% après -2,5%).

Solde commercial en France

(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'€)



* Textiles, habillement, cuir et chaussure / Bois, papier et carton / Produits chimiques, parfums et cosmétiques / Produits pharmaceutiques / Produits en caoutchouc et plastiques

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE - PIB

En hausse de +0,2% au 1^{er} trimestre 2024

Source : Insee

PIB en variation trimestrielle (comptes nationaux - T/T-1)

Au 1^{er} trimestre 2024, le produit intérieur brut (PIB) en volume a légèrement progressé de +0,2% après +0,3% et +0,1% aux au 4^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023.

Les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) sont restées assez solides (+0,3% après +0,3%) portées par les dépenses des administrations publiques à +0,6% après +0,4%. Les dépenses de consommation des ménages ralentissent pour leur part légèrement à +0,1% après +0,2% au trimestre précédent.

L'investissement diminue de nouveau au 1^{er} trimestre 2024 (-0,4% après -1,0% au trimestre précédent) aussi bien pour les ménages (-1,4% après -2,0%) que pour les entreprises non financières (-0,5% après -1,1%) et contribue négativement à la variation du PIB de -0,1 point.

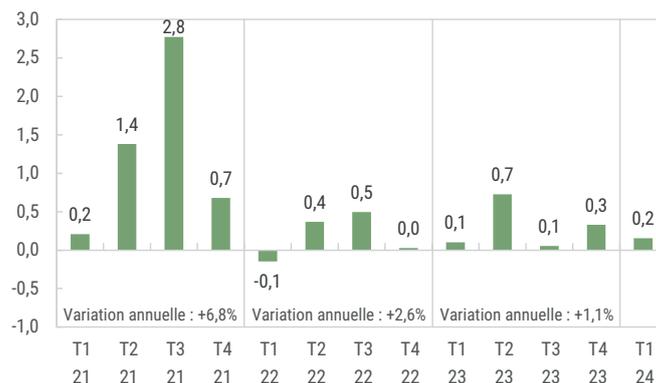
Au global, la demande intérieure finale hors stocks ne contribue ainsi que très légèrement positivement à la croissance du PIB sur ce 1^{er} trimestre 2024 (+0,1 point après 0,0 point).

Pour sa part, le solde extérieur contribue à la croissance du PIB de +0,2 point après +1,0 point en fin d'année passée.

Enfin, la contribution des variations de stocks est de nouveau négative au 1^{er} trimestre 2024 de -0,2 point après -0,7 point au 4^{ème} trimestre 2023.

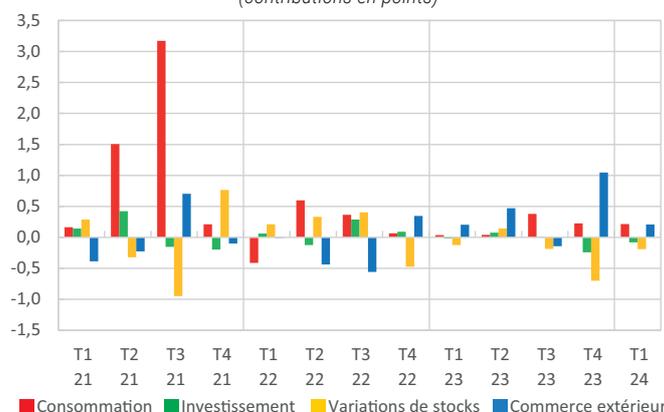
Variation trimestrielle du PIB français

(variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB

(contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

De nouveau en progression au 1^{er} trimestre 2024 après une fin d'année 2023 atone

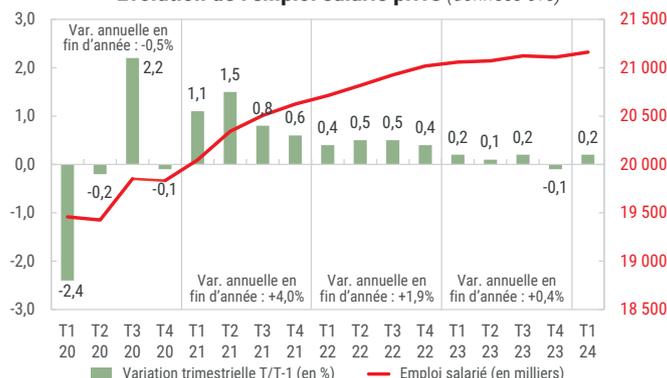
Source : Insee

Selon l'Insee, l'emploi salarié privé a progressé de +0,24% sur le 1^{er} trimestre 2024 pour un gain de 50 500 postes, après -0,06% au trimestre précédent (-12 600 postes).

Sur un an, à fin mars 2024, l'emploi salarié privé a augmenté de +0,5% pour un gain de 101 100 postes.

À fin mars 2024, la France comptait 21,161 millions d'emplois salariés privés.

Évolution de l'emploi salarié privé (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 1^{er} trimestre 2024

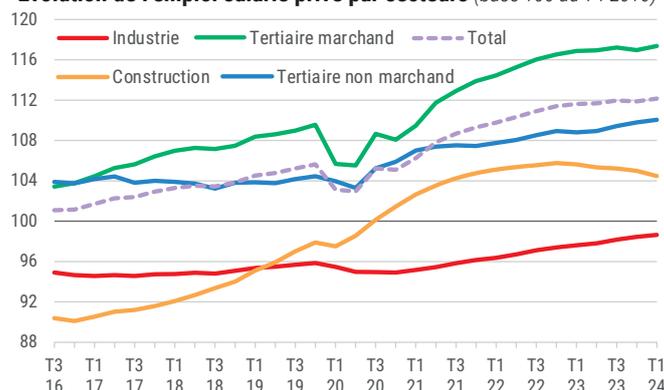
• Dans l'INDUSTRIE, l'emploi a de nouveau progressé de +0,2% (+6 400 postes) après +0,3% au 4^{ème} trimestre 2023 (+8 600 postes) et +0,4% au 3^{ème} trimestre (+12 300 postes).

À fin mars 2024, la France comptait 3,221 millions de salariés dans l'industrie, en hausse de 33 100 postes sur un an (+1,0%).

• Dans la CONSTRUCTION / BTP, l'emploi salarié privé a poursuivi son repli au 1^{er} trimestre 2024 avec une perte de 7 900 postes (-0,5%) après -0,2% au 4^{ème} trimestre 2023 (-3 500 postes) et -0,1% au 3^{ème} trimestre (-1 400 postes).

À fin mars 2024, la France comptait 1,579 million de salariés dans le secteur de la construction, en baisse de 17 700 emplois sur un an (-1,1%).

Évolution de l'emploi salarié privé par secteurs (base 100 au T4 2010)



- Dans le **TERTIAIRE MARCHAND**, les effectifs sont repartis à la hausse sur le 1^{er} trimestre 2024 de +0,4% (+46 700 postes) après -0,2% au 4^{ème} trimestre 2023 (-29 100 postes) et +0,2% au 3^{ème} trimestre (+31 000 postes).

À fin mars 2024, la France comptait 13,284 millions de salariés dans le tertiaire marchand, **en hausse de 56 000 postes sur un an (+0,4%)**.

- Dans le **TERTIAIRE NON MARCHAND***, les effectifs ont de nouveau progressé au 1^{er} trimestre 2024 de +0,2% (soit un gain de 6 400 postes) après +0,3% au 4^{ème} trimestre 2023 (+9 500 postes) et +0,4% au 3^{ème} trimestre (+12 100 postes).

À fin mars 2024, la France comptait 2,764 millions de salariés dans le tertiaire non marchand, **en hausse de 31 000 postes (+1,1%) sur un an**.

* On considère qu'une unité rend des services non marchands lorsqu'elle les fournit gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Ces activités de services se rencontrent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration. Pour rappel, les données traitées ici demeurent dans le champs privé (hors fonction publique).

CHÔMAGE

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A demeure globalement stable sur le début d'année 2024

Source : Insee / DARES

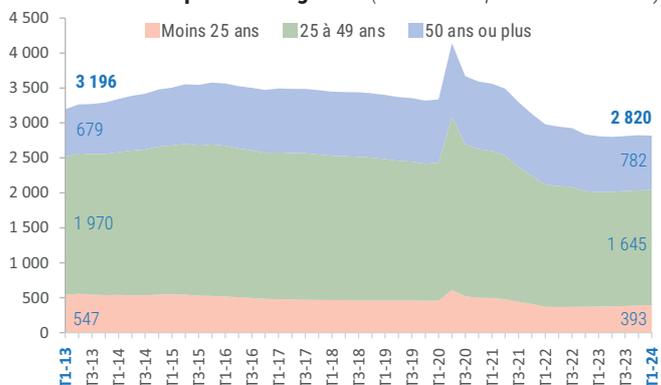
Selon France Travail - DARES, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2024 à **2,82 millions de personnes en France métropolitaine**, en très léger repli de 0,1% comparé au trimestre précédent (3 200 DE de catégorie A en moins) après +0,4% lors des 2 trimestres précédents.

Seule la catégorie des moins de 25 ans a vu son nombre de DE augmenter au 1^{er} trimestre 2024 (comparé au 4^{ème} trimestre 2023) :

- ⇒ +0,5% pour les -25 ans (+2 100 DE)
- ⇒ -0,1% pour les 25/49 ans (-1 300 DE)
- ⇒ -0,5% pour les +50 ans (-4 000 DE).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit en hausse de **0,4%**, soit **10 200 DE en plus**.

Demandeurs d'emploi de catégorie A (France métropolitaine - en milliers)



Un taux de chômage au sens du BIT stable

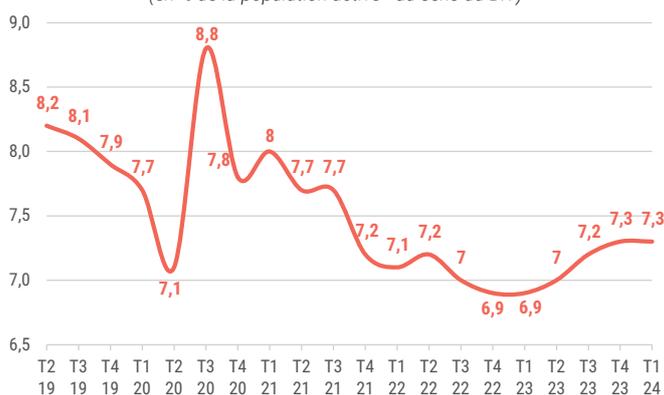
Au 1^{er} trimestre 2024, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine est resté stable à **7,3%** de la population active.

Par catégorie d'âge, le taux de chômage a toutefois progressé chez les moins de 25 ans mais s'est réplié pour les 25/49 ans :

- ⇒ 17,7% pour les -25 ans : +0,7 point comparé au T4 2023
- ⇒ 6,6% pour les 25/49 ans : -0,2 point
- ⇒ 4,9% pour les +50 ans : 0,0 point.

Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)





Partenaires financeurs de l'OESTV



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Ordre Régional des Experts Comptables PdL
- CPME Vendée
- MEDEF Vendée
- U2P Vendée
- UIMV
- Fédération du Bâtiment 85
- Fédération Travaux Publics 85
- Réseau Entreprendre Vendée
- CERA
- Avenir Entreprises - Pays de la Châtaigneraie
- Solutions&co Pays de la Loire
- SEM Sables d'Olonne Développement
- SYDEV
- MDAV
- URSSAF Pays de la Loire
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- CC de l'Île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC de Terres de Montaigu
- CC Vie et Boulogne
- ICES
- Fédération Départementale des MFR
- Groupe LES ÉTABLIÈRES
- UDOGEC Vendée
- BTP CFA Vendée
- VENDEE PRO COMPETENCES
- Banque Palatine
- Banque Populaire Grand Ouest
- Caisse d'Épargne Bretagne - PdL
- Groupe Vendée Caisse d'Épargne
- Société Générale
- Bpifrance
- BDO Atlantique
- CIMEA Patrimoine
- Le Conservateur
- Nepsio Conseil
- SYSTEME U Vendée
- E. Leclerc - Le Poiré-sur-Vie
- E. Leclerc - Sables d'Olonne
- E. Leclerc - La Roche/Yon
- ATLANTIC Industrie
- CAVAC
- COUGNAUD Construction
- COVAP
- Escales Ouest / ARIDEV
- ENEDIS
- ETIK OUEST
- Fleury Michon
- Groupe DUBREUIL
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- HERIGE
- KUHN-AUDUREAU
- NEOVIZ Group
- OCF
- SAUR Vendée
- SODEBO
- Vendée Logement esh

réalisé par l'équipe de l'OESTV

Christophe PARREAU - Directeur - **Julien MOREAU - Chargé d'études**
christophe.parreau@oestv.fr julien.moreau@oestv.fr

OESTV - 16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex
 Tel : 02 51 24 83 33 - mail : contact@oestv.fr
 Internet : www.oestv.fr - Twitter : @oestv